

BULGARIE

Un pas de plus contre les migrants

Alors qu'elle accueille pourtant très peu migrants, la Bulgarie veut se retirer d'une convention de l'ONU qui leur octroie un minimum de protection.

La Bulgarie souhaite se retirer du pacte de l'ONU sur les migrations, a indiqué lundi un représentant du parti conservateur au pouvoir, mettant ses pas dans ceux de gouvernements hostiles à l'immigration comme la Hongrie et l'Autriche.

« *La position du gouvernement bulgare est de ne pas adhérer au pacte mondial pour la migration de l'ONU* », a déclaré Tsvetan Tsvetanov, vice-président du parti GERB dirigé par le Premier ministre conservateur Boïko Borissov.

Le "Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières" est présenté comme le premier outil international listant des bonnes pratiques pour gérer le phénomène migratoire.

Imaginé en réaction au chaos migratoire de l'année 2015 pour aider les États à mieux se coordonner, le document a été négocié durant plus de 18 mois par les pays de l'ONU, validé en juillet et sera formellement adopté par l'ensemble des signa-

taires lors d'un sommet à Marrakech les 10 et 11 décembre.

Non contraignant et réaffirmant la souveraineté des États dans la conduite des politiques migratoires, il fait cependant l'objet de critiques dans plusieurs pays dont les gouvernements défendent une ligne dure en matière de politique d'asile et d'accueil des migrants.

Après les États-Unis et avant la Pologne

Après les États-Unis de Donald Trump qui se sont retirés des négociations, la Hongrie et l'Autriche ont annoncé récemment se désengager de l'accord et la Pologne devrait suivre. Le gouvernement tchèque a également remis en cause son soutien au document.

La Bulgarie est dirigée par un gouvernement de coalition entre le parti de M. Borissov et plusieurs formations nationalistes. La position définitive de Sofia sera discutée mercredi par les commissions parlementaires et ministères compétents, a précisé M. Tsvetanov.

Plusieurs observateurs interprètent ce revirement vis-à-vis du pacte comme une concession du Premier ministre, au pouvoir depuis 2009, à ses alliés nationalistes.

La Bulgarie accueille très peu de demandeurs d'asile mais la question de l'immigration y oc-

cupe une place importante dans le débat politique. Situé aux portes de l'UE, le pays avait vu transiter un grand nombre de migrants en 2015 et 2016.

Le pacte de l'ONU recense une série de principes – défense des droits de l'homme, des droits des enfants, reconnaissance de la souveraineté nationale, etc. – et comprend un catalogue de mesures pour aider les pays à faire face aux migrations : améliorer l'information, mesures pour mieux intégrer les migrants, échange d'expertises... ■